

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 04/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **REVIVAL**

Chemin de la Blanchisserie  
59403 CAMBRAI

Références : 2024-V1-511

Code AIOT : 0007004110

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2024 dans l'établissement REVIVAL implanté Chemin de la Blanchisserie - BP 166 59403 Cambrai. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'est déroulée dans le cadre du récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18/10/2024, et suite à la demande de recours gracieux de l'exploitant.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- REVIVAL
- Chemin de la Blanchisserie - BP 166 59403 Cambrai
- Code AIOT : 0007004110
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Revival à Cambrai exploite des installations de récupération de métaux et de démolitions de véhicules hors d'usage. Elle reçoit des véhicules hors d'usage déposés soit directement par les propriétaires, soit par les professionnels de l'automobile (garagistes, compagnies d'assurance, etc.).

Le chantier de récupération de ferrailles est régulièrement autorisé au titre des installations classées pour la protection de l'environnement par arrêté préfectoral du 15 juillet 1985. L'autorisation a été délivrée initialement à la société NORFER et la reprise de l'exploitation par la société STRAP a été déclarée le 10 décembre 2010. Le 05 novembre 2014, la Préfecture a acté le changement de dénomination sociale de la société STRAP pour la société Revival.

### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement suite à mise en demeure

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                      | Référence réglementaire                        | Autre information |
|----|--|--|-------------------|
| 1  | APMD - article 1 - entreposage des VHU | AP de Mise en Demeure du 18/10/2023, article 1 | Sans objet        |
| 2  | APMD - article 2 - PAC                 | AP de Mise en Demeure du 18/10/2023, article 2 | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de l'inspection il a été constaté le respect partiel des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18/10/2024. Dans l'attente de la réalisation des travaux de réfection de la dalle du site, selon l'engagement de l'exploitant, il n'est pas proposé de lever cette mise en demeure.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : APMD - article 1 - entreposage des VHU

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 18/10/2023, article 1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entreposage des VHU  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>La société REVIVAL, dont le siège social est situé Rue du président Lécuyer, ZI n°4 - 59880 SAINT-SAULVE, est mise en demeure de respecter, pour son site de CAMBRAI, <u>sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté</u> , les dispositions du point 10° de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 02/05/2012 susvisé en : <ul style="list-style-type: none"><li>• Aménageant les emplacement affectés à l'entreposage des VHU de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir. A ce titre l'exploitant transmettra à l'inspection un plan de ces emplacements et apportera la justification de la non pénétration des liquides dans le sol ;</li></ul> |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a transmis par courrier du 02/02/2024 un plan à jour des emplacements dédiés aux différentes activités sur son site dont le stockage des VHU en attente de dépollution.<br>Le jour de l'inspection, les véhicules ont effectivement été déplacés sur une surface bétonnée (cf photo). La situation actuelle s'est améliorée vis à vis de la situation constatée lors de la précédente inspection. Toutefois le sol de cette zone présente un certain nombre de fissures, ne paraissant toujours pas imperméable. De surcroît celle-ci est relativement éloignée du caniveau de récupération des eaux qui lui-même n'est pas en bon état apparent, laissant penser qu'en cas de  |

|  |
|--|
| <p>fuite accidentelle les liquides se répandront sur le sol et pourront s'infiltrer bien avant de rejoindre le réseau de traitement.</p> <p>L'exploitant précise que cette situation est transitoire et que des études ont été menées pour la réfection de l'ensemble de la dalle du site.</p> <p>La dalle sur laquelle se trouve actuellement les VHU ne peut pas être considérée comme étant imperméable. L'exploitant n'a pas transmis d'étude démontrant qu'elle l'est.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à réaliser les travaux de réfection de la dalle en février 2025 et a transmis, par courriel du 24/12/2024 une offre de travaux signée.</p> <p><b>Dans l'attente de la réalisation effective des travaux, il n'est pas proposé de lever la mise en demeure sur ce point.</b></p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Transmettre la justification à l'inspection de la réalisation effective des travaux et de l'imperméabilité de la dalle destinée à l'entreposage des VHU non dépollués <u>sous 2 mois.</u></p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

## N° 2 : APMD - article 2 - PAC

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 18/10/2023, article 2</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, PAC</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société REVIVAL, dont le siège social est situé Rue du président Lécuyer, ZI n°4 - 59880 SAINT-SAULVE, est mise en demeure de respecter, pour son site de CAMBRAI, sous un <b>délai de 3 mois à compter</b> de la notification du présent arrêté les dispositions de l'article R.181-46 du code de l'Environnement en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>portant à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation, l'ensemble des modifications survenues sur son site REVIVAL de CAMBRAI.</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a porté à la connaissance du Préfet, par courrier du 04/06/2024, l'ensemble des modification survenues sur son site.</p> <p><b>Ce point de la mise en demeure est par conséquent respecté.</b></p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |